

LES PREMIERS RÉSULTATS DE LA PLUS VASTE ÉTUDE STATISTIQUE JAMAIS RÉALISÉE SUR L'ACTION COMMUNAUTAIRE ET L'ÉCONOMIE SOCIALE

En exclusivité

2315 ORGANISMES ONT RÉPONDU

Portrait de ces organisations :

- leur vie démocratique
- leurs finances
- leur main-d'œuvre

Àu moment de réaliser son premier diagnostic de main-d'œuvre, en 1998, le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ESAC) s'est buté à un mur : l'absence d'informations pertinentes pour mener à terme son projet. Une première étude sur les outils d'évaluation et les banques d'information¹ démontrait, certes, l'existence de données sur l'action bénévole, sur les coopératives, sur les organismes sans but lucratif, sur les métiers et professions, mais celles-ci sont éparpillées entre plusieurs ministères sectoriels, entre divers paliers de gouvernement, enfouies au milieu de statistiques diverses sans moyen de les distinguer, collectées le plus souvent à des fins administratives, incomplètes sous l'angle de la main-d'œuvre et de l'emploi.

LES RÉSULTATS COMPLETS DE L'ÉTUDE SERONT LANCÉS PUBLIQUEMENT LE 26 OCTOBRE.

C'est pour combler cette lacune que le CSMO-ESAC a confié au Groupe DBSF le mandat d'élaborer un portrait d'ensemble du secteur de l'économie sociale et de l'action communautaire. Les résultats préliminaires nous renvoient l'image d'un secteur à la fois diversifié et complexe : déployé en une vingtaine de sous-secteurs et plus d'une centaine de regroupements, composé d'entreprises collectives et d'organismes d'action communautaire, enraciné dans toutes les régions du Québec,

Gaétan Beaudet, directeur du Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire, est heureux de combler par cette étude un manque flagrant d'informations sur l'état des organisations du secteur.



dont la main-d'œuvre à dominante féminine et scolarisée exerce plusieurs métiers et professions.

Ce premier portrait sectoriel s'avère d'autant plus pertinent qu'il arrive au moment où le Comité ministériel du développement social a donné le feu vert pour l'élaboration d'un nouveau plan stratégique visant à soutenir le développement de l'économie sociale et que le gouvernement québécois se propose d'adopter une politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire. Outre un portrait de l'ensemble du secteur, les résultats de l'étude seront disponibles par sous-secteur sondé, par région et par regroupement, association ou fédération.

1. CSMO Économie sociale et action communautaire. *Projet de développement d'indicateurs de l'économie sociale*. Montréal, réalisé par Antoine Moreau, septembre 1998.

Le traitement et l'analyse des données de cette vaste étude n'étant pas complétés, certaines informations sont sujettes à modifications d'ici la publication officielle des résultats le 26 octobre 2000.



ÉCONOMIE SOCIALE ET ACTION COMMUNAUTAIRE ESQUISSE D'UN PORTRAIT SECTORIEL

Statut légal des organisations

La très grande majorité (83%) des organisations ont une charte d'organisme à but non lucratif (obnl) selon la 3^{ème} partie de la Loi des compagnies du Québec, 5% sont incorporées selon la Loi des coopératives, 4% ont une charte canadienne, 2% ont un statut d'association.

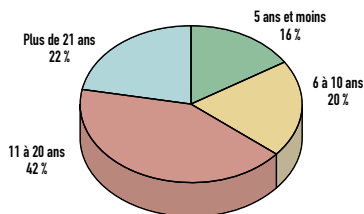
Bien ancrées dans la durée...

Voici le portrait qui se dégage si l'on considère le nombre d'années d'existence des organisations et la composition des conseils d'administration. Sur l'axe de la durée, 65% des organismes et des entreprises du secteur existent depuis plus de 10 ans, et 22% depuis plus de 20 ans.

Le nombre d'organisations qui ont plus de 20 ans grimpe de façon marquée dans les secteurs du loisir et du récréotourisme (65%), de la consommation (44%), du logement (40%), des coopératives (37%), des centres de la petite enfance (25%).

D'autres sont plus jeunes (moins de 5 ans), par exemple, dans les secteurs de l'aide domestique (62%), de l'emploi et de l'insertion sociale (40%), du développement local et régional (39%), de l'environnement (38%).

RÉPARTITION SELON L'ÂGE DES ENTREPRISES ET DES ORGANISMES



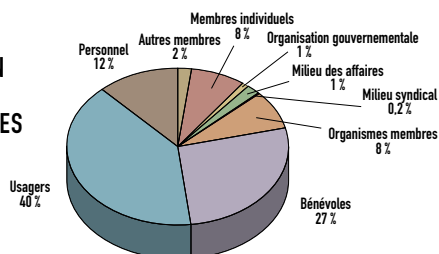
...et dans la communauté!

Les usagers-ères sont la pierre d'assise des conseils d'administration (CA): ils y combent 40% des sièges.

Selon le type d'organismes, la place la plus importante au CA est assumée:

- par les bénévoles (26%) dans les OBNL,
- par les membres du personnel (35%) dans les coopératives,
- par les organismes membres (40%) dans le secteur du développement local et régional où les membres des organisations sont des groupes de base.

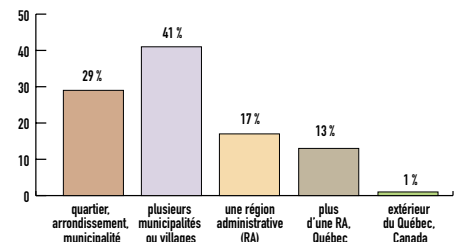
COMPOSITION DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES ET DES ORGANISMES



Penser globalement, agir localement... et l'inverse!

L'aire d'implantation des organisations manifeste également cet enracinement dans la communauté. En effet, les activités de 87% d'entre elles ne s'étendent pas au-delà d'une région administrative. Environ trois entités sur dix (29%) opèrent dans un quartier, un arrondissement, une municipalité; quatre sur dix (41%) dans plusieurs municipalités ou villages et près du cinquième (17%) au niveau régional. Seulement 13% des répondants voient leurs activités s'étendre à plus d'une région administrative (6%) ou à l'ensemble du Québec (7%).

ÉTENDUE DES ACTIVITÉS DES ORGANISMES ET DES ENTREPRISES



Les ressources financières: les sources de revenu, les dépenses, la masse salariale

Mixité, diversité et ingéniosité

Le financement des organisations est multiple. Ainsi, 64% des revenus originent de sources gouvernementales, de deux types: subventions et ententes contractuelles (par ex.: le financement des places à 5\$/jour en garderie). Dans l'organisation moyenne, 13% des revenus proviennent de contributions privées, 12% de la vente de produits ou de services et 11% d'activités d'autofinancement. Donc 36% de revenus autogénérés ce qui, compte tenu du peu de ressources dont disposent les organisations représente un exercice fort important.

Les parents pauvres: la défense des droits

La grande majorité des organisations (60%) oeuvrant dans le secteur de l'économie sociale et de l'action communautaire opèrent avec un budget annuel de 250 000\$ ou moins. Un nombre significatif d'entre elles (15%) disposent

Méthodologie

La population visée par le sondage est constituée de l'ensemble des entreprises et organismes membres de regroupements, associations, fédérations, qui oeuvrent dans le domaine de l'économie sociale et de l'action communautaire.

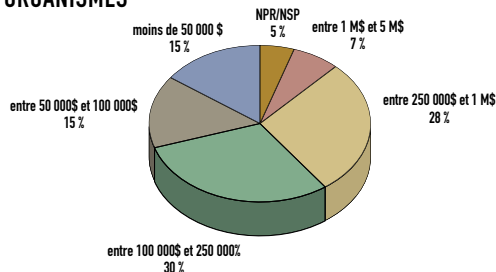
L'échantillon est composé de 3303 d'organismes et d'entreprises répartis dans dix-neuf sous-secteurs, eux-mêmes formés de regroupements, associations et fédérations. Le sondage couvre également l'ensemble des régions du Québec. Au total, 2315 entrevues téléphoniques furent complétées à partir des bureaux de Écho Sondage situés à Montréal. Les entrevues se sont déroulées entre le 1^{er} mars et le 16 mai 2000. Pour un échantillon de 2315 répondants, la marge d'erreur maximale se situe à plus ou moins 2%, dix-neuf fois sur vingt.



L'ÉCONOMIE SOCIALE CAHIER D'INFORMATION EN MOUVEMENT

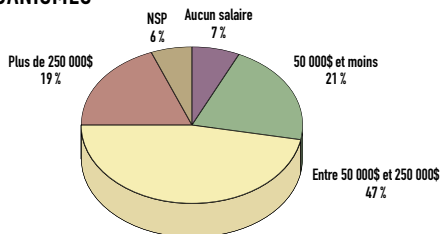
d'un budget d'opération annuel de moins de 50 000\$. Ce taux se situe à 63% dans le secteur de la défense de droits et demeure élevé dans d'autres où plusieurs groupes de défense de droits sont présents: médias, consommation, environnement, personnes handicapées.

BUDGETS ANNUELS D'OPÉRATION DES ENTREPRISES ET DES ORGANISMES



Parmi les répondants au sondage, 7% des organisations ne consacrent aucun montant à la masse salariale et 21% ne disposent que de 50 000\$ et moins par année pour ce poste budgétaire. Une part importante des organisations ont une masse salariale de situant entre 50 000\$ et 250 000\$, 50% ne dépassant pas 87 536\$ (médiane). Enfin, c'est 19% des entreprises et des organismes du secteur qui ont une masse salariale de 250 000\$ et plus, se trouvant ainsi assujettis à la Loi 90 sur la formation professionnelle.

MASSE SALARIALE DES ENTREPRISES ET DES ORGANISMES



Le statut et la nature des emplois dans le secteur On embauche!

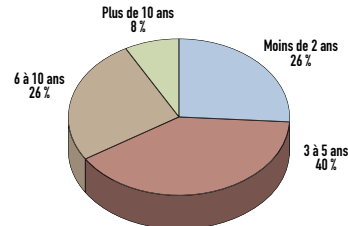
Le secteur de l'économie sociale et de l'action communautaire se présente à la fois comme un secteur d'emplois et un secteur d'action bénévole. En effet, si les militants-es et bénévoles investissent huit organismes sur dix, 92% des OBNL et des coopératives ont du personnel rémunéré. Chaque organisation embauche en moyenne 12 personnes, leur nombre variant entre 2 et 40. C'est donc dire que le secteur de l'économie sociale et de l'action communautaire se compose, pour l'essentiel, de petites et de moyennes organisations (PMO).

Pas syndiqué mais organisé

Ces PMO sont bien outillées concernant la gestion des ressources humaines, 70% sont dotées d'une politique de ressources humaines et 62% d'une politique salariale. Elles sont toutefois peu syndiquées (5%), mis à part les centres de la petite enfance dont le taux de syndicalisation se situe autour de 30%.

Un regard du côté du statut des emplois et de l'ancienneté nous permet de voir que 64% du personnel rémunéré travaille à temps complet et que 40% cumulent plus de 3 ans d'ancienneté, 31% étant en poste depuis plus de 5 ans. Quant à la nature des occupations, 78% des travailleurs-es

NOMBRE D'ANNÉES D'ANCIENNETÉ DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ



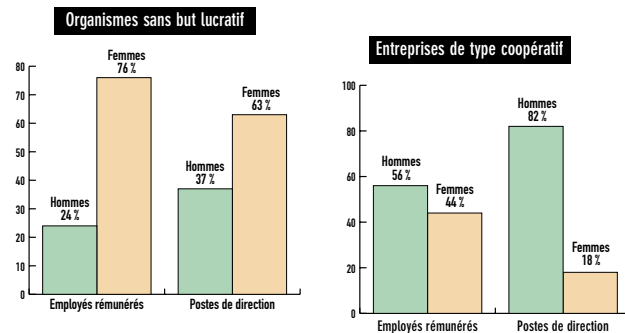
interviennent directement dans la production et auprès des clientèles ou de la population et 23% agissent au niveau de l'encadrement et du soutien administratif.

Les principales caractéristiques de la main-d'œuvre du secteur

Les femmes travaillent et dirigent majoritairement

Les femmes occupent 76% des emplois rémunérés dans les OBNL, tandis que les hommes sont plus nombreux (56%) dans le milieu coopératif. Dans l'ensemble du secteur, les femmes occupent 63% des postes de direction.

RÉPARTITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE SELON LE SEXE



LISTE DES SECTEURS SONDÉS

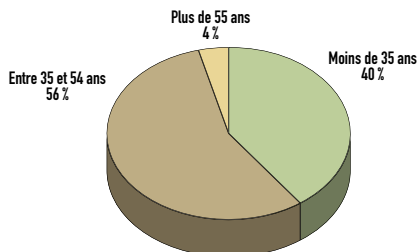
- SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
- JEUNES
- PERSONNES HANDICAPÉES
- LOGEMENT
- EMPLOI ET INSERTION SOCIALE
- AIDE DOMESTIQUE
- FAMILLE
- FEMMES
- PETITE ENFANCE
- LOISIRS ET RÉCRÉOTOURISME
- MÉDIAS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES
- ACTION BÉNÉVOLE
- COOPÉRATIVES
- DÉFENSE DES DROITS
- ÉDUCATION POPULAIRE
- COMMUNAUTÉS CULTURELLES
- ENVIRONNEMENT LOCAL ET RÉGIONAL
- CONSOMMATION



De l'âge et de la relève

À l'instar d'autres secteurs, la main-d'œuvre commence à vieillir: 60% des travailleurs-es sont âgés de plus de 35 ans, les organismes de défense de droits (78%) et de l'action bénévole (77%) se démarquant plus fortement. Par ailleurs, la relève se fait sentir avec 40 % des ressources salariées ayant moins de 35 ans.

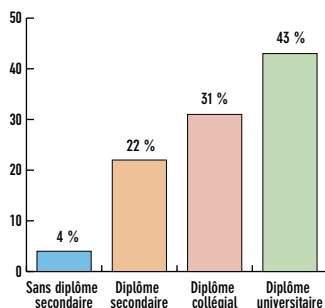
RÉPARTITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE SELON L'ÂGE



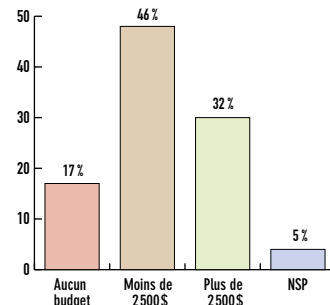
On a tant étudié

Enfin, 43% des salariés-es détiennent un diplôme universitaire, 31% ont un diplôme collégial et 22% un diplôme secondaire, ce qui en fait une main-d'œuvre fortement scolarisée. Si seulement 4% ne détiennent pas un diplôme secondaire, on constate toutefois que ce taux s'élève à 15% dans les secteurs de l'aide domestique et de l'environnement.

RÉPARTITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE SELON LA SCOLARITÉ



MONTANTS CONSACRÉS À LA FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE



Formation et perfectionnement

Et on continue de se former

On note un intérêt important dans le secteur pour la formation et le perfectionnement de la main-d'œuvre, 83% des organisations investissent énergie et argent dans ce type d'activités. Dans l'offre de formation, elles recourent à la fois à des ressources internes (69%) et à des ressources externes (97%). Parmi les organismes qui ont recours à des bénévoles, 63% organisent des activités de formation qui leur sont destinées.

Du côté des montants consacrés à la formation, deux faits marquants. 80% des organisations ne sont pas assujetties à la Loi 90 sur la formation de la main-d'œuvre, pour la plupart des organismes communautaires. Toutefois, l'effort de formation y est substantiel puisque 32% y consacrent 2 500\$ et plus, quand on sait que c'est seulement 19% des entreprises et des organismes qui sont dans l'obligation de la faire. Dans le milieu coopératif, le taux d'entreprises devant s'y conformer atteint 35%.



Ce cahier d'information de quatre pages traitant du développement de l'économie sociale au Québec est édité conjointement sous l'entière et seule responsabilité des organisations suivantes :



Le Chantier de l'économie sociale est une organisation autonome et permanente visant la promotion et le développement de l'économie sociale. Le Chantier est une corporation à but non lucratif regroupant les grands mouvements sociaux, les acteurs du développement local et les promoteurs d'entreprises d'économie sociale.



Le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) est un fonds de capital de risque à but non lucratif qui a pour mission de rendre accessible un financement adapté à la réalité des entreprises d'économie sociale. Il vise à soutenir l'essor des entreprises collectives par l'injection de capital de connivence servant de levier financier pour la réalisation de leurs projets.

Ce cahier d'information est publié six fois par année et inséré à 100 000 exemplaires dans chaque édition du magazine *Recto Verso*. Les coûts d'achat de cet espace sont assumés par ces trois organisations et leurs commanditaires.



La Fédération des caisses d'économie Desjardins du Québec en association avec la Caisse d'économie des travailleuses et travailleurs (Québec)



ÉCONOMIE SOCIALE
ACTION COMMUNAUTAIRE

Le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC), organisme à but non lucratif, vise à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies de développement et de formation à l'intention de la main-d'œuvre et des entreprises et organismes du secteur, en favorisant et en consolidant la concertation et le partenariat sur une base sectorielle. Le CSMO est financé par Emploi-Québec.

Les bureaux de ces trois organisations sont situés au Complexe Desjardins à Montréal. On peut les contacter aux numéros de téléphone suivants :

Chantier: (514) 281-2320
CSMO: (514) 281-7359
RISQ: (514) 281-2355

Ligne sans frais commune pour les trois organismes: 1-888-251-3255

Production de ce cahier: Gaëtan Beaudet, Jacinthe McCabe, Jean Robitaille, Linda Vallée et Élise Tessier.

Graphisme: Alain Gendron.